

UNE PETITE MUSIQUE À AMPLIFIER POUR L'AVENIR DES COMBATS ?

Bernard CURTET

Quand les coups violents pleuvent, il faut bien se défendre ! Les acteurs du mouvement social savent qu'ils n'ont rien à attendre d'une politique éducative qui, de la maternelle à l'université, se vante de diminuer de façon drastique les financements publics, de privatiser les secteurs stratégiques et rentables de l'éducation et de rendre légitime l'accroissement des inégalités.

On connaît la potion : suppressions massives de postes, nouveaux programmes (2008) prétendument recentrés sur les fondamentaux, diminution du temps scolaire pour les élèves contre deux heures d'une aide personnalisée pour ceux « en difficulté », remise à niveau pendant les vacances... ou comment renvoyer la réussite au système et l'échec à l'individu, mise en place du Service minimum d'accueil... « *Il a fallu beaucoup de réunions de directeurs et de visites dans les écoles pour expliquer les réformes, pour persuader les sceptiques, pour contrer les opposants. La relation hiérarchique s'est renforcée tout autant que la relation personnelle et individualisée* » écrivent deux inspecteurs généraux (dans la Troisième note de synthèse sur la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement primaire) après s'être réjouis quelques pages plus tôt : « *les récalcitrants à ce nouveau service (L'aide personnalisée) ont été réduits de quelques centaines*



LES ACTES DE LECTURE

d'opposants déclarés dans ou par les médias à un petit nombre de situations individuelles, qui font l'objet de retraits de salaire » et avoir – en bons commis du pouvoir, on ne saurait assez justifier de ses gages – persiflé : « L'hostilité de principe des représentants du personnel à ces réformes dans le domaine de la gestion, comme aux réformes dans le domaine de l'enseignement et de l'évaluation, a produit beaucoup de désinformation et de méfiance, ce qui au final affaiblit leur position, car ils n'ont pas été suivis par les enseignants. »

Face à ce mépris, le sentiment partagé que ces contre-réformes appellent une ample réponse aboutit à une mobilisation exceptionnelle dès octobre 2008. Inégale suivant les départements, les villes et les zones, elle va mettre en branle de très nombreux acteurs, dont de façon significative les parents d'élèves, révéler une profonde attente sur la question de l'école et notamment dans les « quartiers difficiles » et tenter d'unifier des luttes... On ne fera pas ici le bilan de ce mouvement car il faudrait analyser les rapports de force, les stratégies des uns et des autres, séparer le bon grain, (la recherche d'une bataille à la hauteur de l'enjeu ?), de l'ivraie des rodomontades et des pas de deux habituels...

Force est donc de chausser la casquette tout à la fois syndicale et citoyenne sans ôter celle d'acteur et de militant pédagogiques. On constate alors que la nécessaire sauvegarde de l'existant oblige à ne pas le voir tel qu'il est. Soutenir les programmes de 2002 pour éviter ceux de 2008 ? Regretter la lecture à la Robien pour échapper à celle à la Darcos ? Sauver les RASED tout en expliquant qu'ils... ? Signer un tract syndical intitulé « La Bourse ou l'école ? » tout en sachant que c'est précisément la Bourse qui a imposé cette école pour le peuple contre l'école du peuple ? Rester muet en entendant des élus, actifs alliés de nos combats, en appeler aux mânes de Jules Ferry pour condamner la politique éducative du sarkozysme ? Et pourtant nous sommes bien peu à en avoir le poil hérissé... On parle parfois de « happy few ». Ce peu n'a décidément rien de joyeux !

Les luttes matérielles nécessaires aujourd'hui ne sauveront, dans le meilleur des cas, que le compromis historique des années 1880 sur l'école. Et c'est bien là le point d'achoppement. L'école des Jules (dont le paradigme est

peu contesté sur sa gauche) n'avait pas pour objectif la promotion collective. Elle fut imposée à un mouvement ouvrier défait après la Commune de Paris par la bourgeoisie industrielle, républicaine parce que la terrienne était royaliste. Elle fut un compromis habile entre l'extension gratuite au plus grand nombre des connaissances indispensables au développement de la production industrielle et la confiscation payante des outils intellectuels nécessaires pour produire langages, savoirs et connaissances. En ce sens, elle n'a jamais voulu être une école émancipatrice, bien au contraire. La république de cette école n'est pas la Sociale. L'habileté de la classe dominante qui a doublement besoin de cette école (pour façonner l'outil de production et pour, *dixit* Jules Ferry, « fermer l'ère des révolutions ») consiste à faire en permanence peser sur elle toutes sortes de menaces afin que ceux qui auraient besoin d'une autre école se la représentent comme l'outil le plus sûr de leur émancipation. Et demandent plus de moyens pour faire toujours davantage la même chose.

Nous savons combien pèse l'absence d'ambition politique à court terme, combien il est difficile de nommer un horizon, utopique par essence, qui permettrait de redéfinir un projet politique en positif. Et nombreux sont ceux qui demandent, devant la dureté des temps, de réduire la voilure de l'exigence démocratique en travaillant déjà à limiter les inégalités, en parvenant à réussir au moins l'élitisme républicain et, à défaut, en appelant sur l'air des champions à rendre l'école « ludique et créatrice ». Ce qui devient à la fin : « Oui à une école de la réussite pour tous ». Voilà plus exaltant qu'une école de l'échec mais avouons qu'il nous est là encore difficile d'ôter le capuchon de notre stylo...

Nous essayons, notamment dans les derniers numéros de cette revue, de donner matière à quelques embryons de solutions historiques : l'école mutuelle du mouvement ouvrier jusqu'à la Commune de Paris, le combat de Célestin Freinet, les classes Monod de la Libération, les résultats d'une formation polytechnique à Cuba, ainsi que les expérimentations des militants de l'AFL dans le champ de la lecture et de l'écriture. Que peut bien signifier, pour nous aujourd'hui, ce postulat éducatif commun à tous les moments où une classe sociale

opprimée combat le pouvoir de la classe dominante : pas de formation intellectuelle sans procès de production, sans engagement dans la transformation de la réalité dans sa complexité, sans conquête, dès la formation initiale et dès le plus jeune âge, des langages qui permettent de construire d'autres modèles d'actions ?

« De qui pensez-vous être entendus en jargonnant ainsi ? » nous demandent ceux dont les propositions incolores ont, il est vrai, le mérite de la transparence, voire de l'invisibilité... De ceux qui font l'effort de penser, c'est-à-dire, car il n'y a de pensée qu'à ce prix, de ceux qui confrontent leurs représentations de la réalité à l'analyse de ce que produisent les transformations qu'ils ne cessent de lui imposer. Encore une fois, pas d'activité intellectuelle sans expérience de la production de transformations ! Ce qui se théorise, ce sont des processus ; ainsi vivent les idées...

On aura compris que la petite musique de l'AFL n'a pas vocation à rester discrète et qu'elle se veut un instrument dans le concert des combats quotidiens. Il est frappant d'observer qu'au nom de la lutte contre l'échec scolaire et les redoublements (thèmes retournés par la droite politique contre une école peu efficace), nombreux sont les opérateurs hiérarchiques à en appeler à la loyauté puis à l'obéissance du fonctionnaire, ce qui a aussi le mérite de poser la question de sa désobéissance, de son entrée en résistance. On sait que le droit à désobéissance ne dit rien du « au nom de quoi » on désobéit et qu'on est résistant ou factieux selon qui vous juge.

Les indispensables batailles d'aujourd'hui imposées par le système économique pour défendre les moyens de son école doivent être l'occasion d'une passionnante réappropriation du débat indissociablement politique et pédagogique. Oui il faut défendre –et accroître– les moyens pour l'école et l'éducation, car ces moyens puisent dans la richesse produite collectivement et ne sont le cadeau d'aucun généreux mécène. Mais la défense de ces moyens ne peut en aucun être interprétée comme une défense des choix et des modes d'organisation scolaire d'hier et d'aujourd'hui. En clair, pour transformer l'école, encore faut-il qu'elle existe. Mais sa défense n'a de sens que par l'exigence permanente de la transformer, la nécessité de

rompre avec le paradigme qui l'a vue naître. C'est cette élucidation qui doit être au cœur de l'organisation des luttes et dont dépendent la vigueur et l'enjeu de la résistance.

Quelqu'un écrivait déjà en 1875 : « *Si la bourgeoisie et l'aristocratie négligent leurs devoirs envers leurs descendants, c'est leur affaire. L'enfant qui jouit des privilèges de ces classes est condamné à souffrir de leurs propres préjugés. La combinaison du travail productif payé avec l'éducation intellectuelle élèvera la classe ouvrière bien au-dessus du niveau des classes bourgeoises et aristocratiques.* » Et le plan Langevin-Wallon, issu on le sait de la réflexion du CNR, d'une résistance au nom de l'avenir, prévoyait, dans une première étape, à partir de 16 ans, le présalaire. La formation intellectuelle n'est pas préparatoire à l'emploi, c'est déjà le métier qui rentre !

■ Bernard CURTET

« (...) L'œuvre elle-même, métamorphosée en consommable culturel, n'est plus qu'un tranquilisant. Elle soulage une vie amputée : anesthésique pour « boxeur manchot ». La faute consiste à croire qu'empoisonnée au travail, la vie pourrait être placée sous perfusion culturelle. Car lorsqu'on assèche le continent du travail de son potentiel créatif on brise les ressorts de sa « demande » à l'égard des artistes. Au mieux, on fabrique le souci de se distraire. Mais le divertissement culturel ne fait pas la voie libre. Il prend souvent l'allure grimaçante d'une passion triste où l'on s'oublie une deuxième fois. (...) Sans destinataire dans le monde du travail, la création artistique est donc en danger. Nous aussi. Elle respire mal et se rouille en marchandises. Elle survit. Mais pour vivre, il lui faut se mêler à la re-création du travail. »

Yves Clot, titulaire de la chaire de psychologie du travail du CNAM